

[Texte]

Amendment agreed to
 Clause 18 as amended agreed to
 Clause 19 agreed to
 On clause 20

Mr. Robinson: Mr. Chairman, on clause 20, there is this new reference in here to the use of the name of the RCMP by an unincorporated association. The commissioner is aware of the fact that the Association of Seventeen Divisions has for some time requested the right to use the letters 'RCMP' in its name. They want to be able to call themselves, I guess, the Association of Seventeen RCMP Divisions, just so it is clear what their role is within the force. I wonder if the commissioner could clarify, having had an opportunity to consider this matter, whether he is prepared to allow them to use the RCMP name in their name to make it clear what their function is.

Commr Simmonds: My view has not changed.

Mr. Robinson: What is the basis for denying the association the right to use the letters 'RCMP' in their name?

Commr Simmonds: I see no point to it. It is a nonentity, if you wish. I do not see the need for it to carry that name at all.

Mr. Robinson: With respect, it is an association of 2,800 members of the RCMP. That is not a nonentity. It is not a body which does not exist. It is a body which makes representations to parliamentary committees, including this committee, the committee on Equality Rights, and other committees. It is not a nonentity at all. It is a body which has successfully pressed the government, in some cases, for changes of benefits to members of the RCMP.

I wonder if I could ask the Minister whether he would be prepared to consider the request of the Association of Seventeen Divisions to include a reference in their name to the RCMP.

• 2300

Mr. Beatty: Mr. Chairman, I agree with the commissioner. The commissioner, *sotto voce*, made an exasperated comment, which frankly I agree with, and he may want to put it on the record.

Commr Simmonds: Well I am also very concerned with the other 14,000 members that have quite different views; on balance, I just do not see making the change.

An hon. member: In the official sense.

Commr Simmonds: That is right.

Mr. Beatty: They do not have the official status.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, is the purpose of this amendment specifically aimed then at the Association of

[Traduction]

qui s'y rattache, et s'il s'agit des mêmes circonstances décrites auparavant, cet amendement ne présente pas de problème.

Amendement accepté

Article 18 accepté tel que modifié

Article 19 accepté

Article 20

M. Robinson: Monsieur le président, l'article 20 a fait l'objet d'un autre renvoi relativement à l'utilisation du nom de la Gendarmerie par une association non enregistrée. Le Commissaire est au courant du fait que l'Association des dix-sept divisions a déjà demandé l'autorisation d'utiliser les lettres «GRC» dans son nom. Je suppose que l'association désire pouvoir s'appeler l'Association des dix-sept divisions de la «GRC» afin de préciser son rôle au sein de la Gendarmerie. Je me demande si le Commissaire pourrait apporter quelques précisions, étant donné qu'il a déjà eu l'occasion d'étudier cette question, et nous dire s'il accepterait que ce groupe utilise le nom de la Gendarmerie dans le titre de son association en vue de préciser son rôle.

Comm. Simmonds: Mon opinion n'a pas changé.

M. Robinson: Sur quel motif se fonde-t-on pour empêcher cette association d'ajouter les lettres «GRC» à son nom?

Comm. Simmonds: La question ne se pose pas. Il s'agit d'une non-valeur si vous voulez. Je ne vois aucune nécessité de porter ce nom.

M. Robinson: Sans vouloir vous contredire, il s'agit d'une association qui compte 2,800 membres de la «GRC». Ce n'est pas une non-valeur. Ce n'est pas un groupe qui n'existe pas. Il s'agit d'un groupe qui fait des démarches auprès des comités parlementaires dont celui-ci, le comité sur l'égalité des droits et d'autres comités. Ce n'est absolument pas une non-valeur. C'est un organisme qui a exercé avec succès des pressions auprès du gouvernement pour modifier dans certains cas les avantages accordés aux membres de la «GRC».

Je voudrais savoir si le Ministre est prêt à accueillir favorablement la demande de l'Association des dix-sept divisions préconisant l'inclusion de nos propositions à leur nom.

M. Beatty: Monsieur le président, je suis d'accord avec le Commissaire. Le Commissaire a lancé, *sotto voce*, un commentaire exacerbé avec lequel j'avoue être d'accord, et il voudra peut-être qu'on l'inscrive au registre des délibérations.

Comm. Simmonds: Et bien, je m'intéresse également fortement aux 14,000 autres membres qui ont une opinion tout à fait différente; tout bien considéré, je ne vois pas l'intérêt de faire le changement.

Une voix: Au sens officiel.

Comm. Simmonds: C'est exact.

M. Beatty: Ils n'ont pas de statut officiel.

M. Robinson: Monsieur le président, le but du présent amendement vise-t-il particulièrement l'Association des dix-